Zeitschrift: Bulletin pédagogique : organe de la Société fribourgeoise d'éducation et du Musée pédagogique

Herausgeber: Société fribourgeoise d'éducation

Band: 57 (1928)

Heft: 15

Rubrik: Au congrès des instituteurs français à Rennes en août 1928

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 05.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Au congrès des instituteurs français à Rennes en août 1928

La nationalisation de l'école.

Le congrès des instituteurs a examiné le matin du 6 août un long rapport de M. Boulanger sur la nationalisation de l'enseignement. Il convient d'affirmer dès maintenant les bases de l'organisation nouvelle, déclare un délégué, puisque nous parlons sans cesse d'avoir recours à l'action directe. Tels sont les principes fondamentaux de cette nationalisation. Ils ont été posés au congrès de 1927. La nationalisation de l'école unique exige un contrôle de tous les établissements d'instruction co-nationalisés. Cet enseignement national comporterait :

1. la suppression de l'enseignement privé confessionnel ;
2. la laïcité complète des programmes d'enseignement ;
3. la laïcité de tout le personnel enseignant.

Contre l'enseignement libre.

L'Etat étant considéré comme le protecteur de l'enfant, il doit aller jusqu'au bout de sa tâche et rendre l'école neutre, obligatoire pour tous, en réalisant l'unité d'éducation. Nationaliser l'enseignement, c'est donc décider que cet enseignement soit service public. La gestion de cette nationalisation serait assurée par des conseils tripartites composés de techniciens, de parents et de représentants de l'Etat.

Enfin cet enseignement national comporterait trois degrés : Le premier degré rassemblerait les enfants qui n'ont subi aucune sélection. Le second degré grouperait ceux qui ont déjà subi une première sélection suivant leurs aptitudes. Le troisième degré serait réservé aux jeunes gens qu'une deuxième sélection rigoureuse aurait désignés comme pouvant bénéficier de cet enseignement.

Ces principes d'organisation nouvelle rencontrent un vif enthousiasme parmi les instituteurs qui voient dans ces mesures une forte défense contre les empiétements de l'enseignement libre.

Voilà ce que communiquait l'agence Havas, le 6 août.

La socialisation de l'enfance.

Les vœux exprimés au congrès des instituteurs français inspirèrent à M. A. Chaumeix ces lignes parues dans le *Figaro :*

Il y a quelque chose d'absurde et il y a quelque chose d'affreux dans le dernier vœu émis par les instituteurs syndiqués. Les maîtres d'école révolutionnaires entendent déposséder les familles de leurs enfants, et décréter que tous les écoliers appartiendront à l'Etat.

Par cet aveu brutal, ces éducateurs exaltés nous rendent du moins le service de nous montrer ce qu'il y a derrière l'école unique. Comme nous l'avons déjà établi bien des fois, l'école unique n'est que la préface du monopole de l'enseignement. Il s'agit d'obliger tous les parents de France à confier leurs enfants à la même école, et d'obliger cette école à être dans la dépendance étroite de l'Etat. Ainsi se trouvera établi le caporalisme des âmes.

Au temps où il y avait au Parlement des discussions sur ce sujet, on a tout dit sur la nécessité de maintenir la liberté de l'enseignement. En réalité, l'Etat

n'est pas à même de donner un enseignement officiel, parce qu'il n'a pas de doctrine. Il n'est pas religieux. Il a essayé d'être scientifique : mais les sciences et les philosophies détruisent elles-mêmes la doctrine élémentaire qu'il avait essayé de se faire.

Laissons les enfants à leurs familles.

Nos pédagogues voudraient ramener la pensée française dans le droit chemin de l'unité morale ! Le beau spectacle, cette nation qui n'aura qu'une pensée, qu'une idée, qu'un jugement. Toutes les questions qui nous agitent seraient, en effet, résolues, car une telle unité ce serait l'immobilité et la mort ; la diversité est la manifestation de la vie.

La « bourgeoisie » libérale ne s'en inquiète pas.

Ce même congrès suggère à M. René Leyvraz, du *Courrier de Genève*, les réflexions que voici :

Un congrès d'instituteurs se tient à Rennes : celui du Syndicat national, affilié à la C. G. T. et de tendances nettement socialistes. Il compte 80,000 adhérents, c'est-à-dire la majorité de tout le personnel laïque primaire. Ajoutez à cela les quinze mille communistes : vous constatez que les deux tiers des instituteurs français sont plus ou moins contaminés par le marxisme. Les gendarmes de M. Poincaré contemplent ce phénomène avec une superbe indifférence. Et, dans la bourgeoisie, c'est toujours la même illusion : dès le moment que l'ordre dans la rue est sauf, il n'y a pas lieu de s'inquiéter. On s'endort au moment précis où il conviendrait de faire un puissant effort sur soi-même, non pas tant pour organiser la répression que pour assainir un organisme politique et social qui appelle la gangrène et la dissolution. Et ceci, qu'on le croie bien, ne vise pas singulièrement un régime ou un pays. Le mal est partout. Partout il faut réagir. Comment ? — Suffit-il de préserver l'ordre actuel contre ses ennemis ? Non pas. Car de cet ordre prétendu le mal est né. Il faut donc réformer la société actuelle, et jusque dans son principe qui est le lucre effréné, l'implacable jouissance. Le marxisme n'est autre chose que l'épanouissement de ce principe jusqu'en ses extrêmes conséquences. Ses zélateurs croient qu'en étendant à toutes les classes le matérialisme qu'une certaine bourgeoisie a produit et qui la mène aux abîmes, on supprimera le mal. Terrible illusion qui prouve que, en réalité, ces fougueux révolutionnaires cèdent sur toute la ligne à l'esprit du temps dans ce qu'il a de pire. — Non. La vraie révolution, celle qui assainira la société jusqu'aux moelles, ne peut venir que du christianisme. Elle ne prêche point la violence ; elle produit, s'il le faut, des martyrs, mais non pas des terroristes.

SOCIÉTÉ DES INSTITUTRICES

Réunions mensuelles : *A Fribourg :* Jeudi 13 décembre, à 2 h. précises, à la Villa Miséricorde.

A Romont : Jeudi 27 décembre, à 2 h., à l'Ecole ménagère.

L'homme a besoin de fêtes. Il a besoin de sortir par des secousses de l'ombre monotone de sa vie. LACORDAIRE.